

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

LEUR UNITÉ NATIONALE C'EST L'UNITÉ DU CAPITAL CONSTRUISONS NOTRE UNITÉ POPULAIRE !

L'émotion retombe après les tueries de Charlie Hebdo et de l'épicerie cacher. Rares sont celles et ceux qui ont osé dire qu'ils ne défileraient pas derrière Hollande, Sarkozy et Valls, derrière les représentants des gouvernements russe, israélien ou gabonais... pour une union nationale, une démocratie et une liberté qui n'est pas la leur. Depuis les attentats, le racisme se renforce autour de nous dans des raccourcis imbéciles du type "immigré = arabe = musulman = terroriste". Valls et Hollande mettent en place un nouveau degré dans la surveillance et la chasse, les condamnations lourdes pleuvent sur les prolos, les ados, on arrête un enfant de 8 ans, mais Tesson, Zemmour et Houellebecq peuvent continuer à sortir tranquillement leurs horreurs sur tous les médias...

Hollande vient de lever le masque, après l'échec de la dite négociation sur le dialogue social : il faut arriver à un accord au nom de l'unité nationale. On va faire passer la loi Macron sur le même thème, les restrictions du droit des étrangers au nom de la lutte contre le terrorisme, bref la manipulation et la récupération sont claires. Il s'agit d'utiliser la période pour faire passer, sous couvert de la peur et de l'émotion, une nouvelle vague de mesures anti-ouvrières et anti-populaires...

L'heure n'est pas à la résignation et à la peur. L'heure est à la résistance, collective, à sortir du repli individuel qui paralyse notre camp. Beaucoup ouvrent les yeux, quelques semaines après les massacres. L'heure n'est pas à l'union nationale, mais à l'unité populaire contre ceux qui ferment les usines, pourchassent les immigrés, quadrillent les quartiers et font la guerre au Proche Orient ou en Afrique pour préserver leurs intérêts.

Nous refusons qu'ils parlent en notre nom ! Nous refusons l'union nationale qui nous enchaîne à nos exploités ! Nous sommes révolutionnaires, nous voulons en finir avec le capitalisme !

LA LOI MACRON : *la bourgeoisie à l'offensive*

pour renforcer l'exploitation des travailleurs

Le projet de loi Macron actuellement en débat au parlement, destiné soit-disant à “moderniser l'économie”, cache sa logique profonde dans un texte fourre-dont la bourgeoisie a le secret au milieu de plus de 200 articles qui abordent des secteurs aussi différents que le transport ou le commerce, les professions dites “réglementées” ou des mesures de protection de l'environnement.



Pour la classe ouvrière et le prolétariat de ce pays, la logique de la loi Macron se décline clairement autour de deux axes :

Renforcer la liberté des patrons, en visant en même temps tous les mécanismes institutionnels

de “protection” ou de recours des travailleurs : suppression de l'élection des conseillers des Prud'hommes et interdiction pour eux d'exercer une activité syndicale, réforme de la médecine du travail qui permettra notamment de licencier plus vite pour inaptitude, limitation de l'intervention de l'inspection de travail qui ne pourra plus intervenir directement dans les litiges liés aux élections professionnelles, dépénalisation du délit d'entrave pour les patrons qui pourront allègrement s'asseoir sur les obligations légales de consultations des Instances Représentatives du Personnel... La loi Macron c'est pouvoir licencier plus et plus vite !

Accroître l'exploitation notamment en augmentant le temps de travail par l'extension du travail du dimanche de 5 à 12 par an et à de nouvelles zones et secteurs d'activités. Les travailleurs des commerces de détails ne sont pas oubliés non plus puisque pour eux le déclenchement des heures de nuits (donc majorées) sera repoussé de 21h à 24h. Eh oui, pour Macron et les patrons, la nuit c'est le jour, et comme dirait Parisot, les salarié(e)s seront volontairement désigné(e)s pour travailler le dimanche...

Ce nouveau projet de loi n'intervient pas tout seul comme un cheveu sur la soupe. Tout d'abord il fait suite à de multiples accords et autres lois qui depuis plus de 15 ans vont tous dans le même sens. Ensuite, et ce n'est pas un hasard du calendrier, ce projet est débattu en même temps que les négociations sur “l'efficacité du dialogue social” au cours desquelles le Medef a avancé clairement sa volonté de réduire brutalement les droits des représentants du personnels (jusqu'à la disparition des CHSCT...).

Enfin ce projet s'inscrit dans une préparation idéologique permanente, où dans tous les médias on nous rabâche qu'il faut “réformer”, “moderniser” ce qui, dans la guerre économique que se livrent les capitalistes, signifie toujours : moins de droit pour les prolétaires, plus de liberté pour les patrons pour accentuer la précarité et la flexibilité. Et c'est bien sûr à l'État et à ses fonctionnaires du capital comme Macron (tient, qui fut banquier dans le privé aussi...), que la bourgeoisie confie le soin d'organiser ses profits et notre exploitation.

Évidemment, les travailleurs savent bien que le cœur de la lutte de classe dans les usines et les entreprises ne se jouent pas aux Prud'hommes ou dans les bureaux de l'inspection du travail. Mais ces attaques conjointes de l'État visent à diminuer les protections et les possibilités de résistance des travailleurs. C'est pourquoi il y a un enjeu pour nous à nous battre contre ce projet et à l'enterrer.

**NE PAS RECULER, TRAVAILLER À L'UNITÉ,
PRÉPARER LA CONTRE-OFFENSIVE DE CLASSE !**

BRÈVES

VICTOIRE DE SYRIZA EN GRÈCE : LE RÉFORMISME À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

“[...] Le nouveau gouvernement améliorera probablement un peu les conditions de vie du prolétariat et du peuple grec. Mais en refusant de s'opposer à leurs deux ennemis fondamentaux, l'impérialisme franco-allemand et la bourgeoisie grecque, en refusant d'affronter les causes fondamentales de la crise

économique et sociale, Syriza n'empêchera pas de nouvelles catastrophes dans un futur plus ou moins proche.[...]”

Notre déclaration en ligne en français et en anglais sur : <http://www.vp-partisan.org/article/402.html>

JE SUIS CHARLY... LENDO !

Procès colonial et anti-syndical

pour un leader ouvrier de Gwadeloupe (Guadeloupe en créole).

Ce 20 janvier 2015, Charly Lendo, dirigeant de l'UTHTR-UGTG et ancien secrétaire général adjoint de l'UGTG (Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe), est comparu devant les juges du tribunal correctionnel de Pointe à Pitre, poursuivi pour... homicide involontaire indirect !

Pourtant, loin du chef d'inculpation grandiloquant, le vrai reproche qu'il lui ai fait c'est d'avoir participé activement à la grève générale de 2009 contre la vie chère qui avait ébranlé le pouvoir coloniale français dans cette colonie étranglée par l'économie imposée par la France.

Il sera fixé sur son sort le 3 mars prochain.

Mais la répression anti-syndicale dont est aujourd'hui victime Charly Lendo n'est qu'un cas parmi des centaines d'autres. Le pouvoir colonialiste français tente depuis des années de faire taire la résistance populaire qui anime l'île.

Déjà, en mai 2001, la manifestation de l'UGTG pour le respect du 27 mai 1848 (date anniversaire de la seconde abolition de l'esclavage) fut l'occasion de l'arrestation de deux dirigeants du syndicat, sous des prétextes bidons.

Depuis, ce sont plus d'une centaine de militants qui ont été poursuivis, condamnés à payer de lourdes amendes et/ou emprisonnés. Une centaine de personnes sur une population de... 400 000 habitants ! Rapporté à la population salariée de France, cela reviendrait à la poursuite de 15 000 syndicalistes !

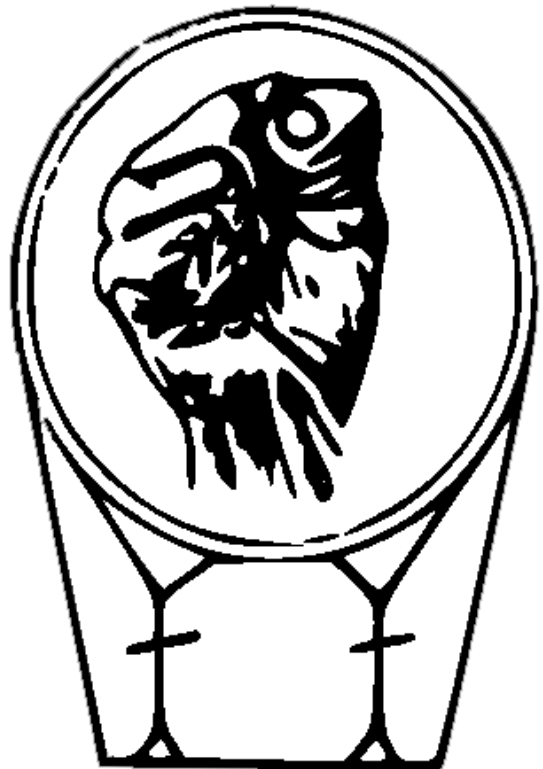
Le but est bien clair : interdire à ce peuple colonisé de s'auto-organiser, lutter contre l'exploitation et défier la puissance coloniale française.

Car même si la Gwadeloupe, comme tous les autres dernière colonies françaises, se voit doté de l'appellation "département et région d'outre mer", il n'en reste pas

moins que ce sont les descendants d'esclavagistes (les békés) et la métropole coloniale qui accaparent les richesses et qui façonnent une économie locale à leur service.

**RELAXE POUR CHARLY LENDO
ET TOUS LES AUTRES !**

**SOUTENONS LE MOUVEMENT OUVRIER
ET POPULAIRE ANTI-COLONIAL
DE GWADLOUPE !**



À LA POSTE COMME PARTOUT AILLEURS, NON À LA RÉPRESSION ANTISYNDICALE

"Yann Le Merrer, militant syndical à SUD Activités Postales, vient d'être révoqué de la fonction publique pour sa participation à la grève des postiers des Hauts de Seine au premier semestre 2014.

La Poste est aujourd'hui en pleine restructuration, elle cherche par tous les

moyens à préserver sa compétitivité sur fond de crise économique et de chute de son activité courrier.[...]"

Notre déclaration en ligne :
<http://www.vp-partisan.org/article1399.html>

La pétition de soutien :
<http://reintegrationyann.sudptt.org/>

BIJÎ* KOBANÊ !

Kobanê libérée !

Il aura fallu 135 jours de luttes et d'immenses sacrifices mais les combattantEs des Unité de Protection du Peuple (YPG et YPJ) ont finalement libéré Kobanê, ville de la Rojava (Kurdistan de Syrie) occupée par Daesh, le 26 janvier 2015.

Malgré l'hostilité des Etats de la région, notamment de la Turquie qui a refusé l'ouverture d'un couloir pour l'acheminement de l'aide humanitaire, malgré la nette supériorité en armes de Daesh, les résistantEs de Kobanê ont prouvé aux yeux du monde qu'un peuple unit et déterminé pouvait tenir en échec un ennemi bien plus puissant.

Cependant, cette victoire est une victoire précaire. Car bien au-delà de la bataille contre Daesh qui est loin d'être terminée, la lutte du peuple kurde est celle d'un peuple pour la reconnaissance de ses droits nationaux.

Mais comment passer sous silence l'hypocrisie complète des puissances impérialistes, et en particulier l'impérialisme français. La France qui se dit lutter contre le "terrorisme" mais qui maintient sur la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne l'essentiel des organisations kurdes (notamment la principale, le PKK - Parti des Travailleurs du Kurdistan).

Sans oublier, les centaines de kurdes encore enfermés dans les prisons françaises. Encore récemment, ce sont dix Kurdes de nationalité turque qui ont été condamnés, mercredi 28 janvier, en appel à Paris à des peines de douze mois à quatre ans de prison avec sursis.

Le combat est donc toujours devant nous, mais en attendant ne boudons pas notre plaisir et fêtons cette victoire !

* Vive



L'OCML Voie Proletarienne, c'est quoi?

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour recevoir gratuitement



Inscrivez-vous à notre infolettre sur
VP-PARTISAN.ORG